



## La face noire de la mondialisation

Par Xavier Raufer, criminologue.

# Intelligence économique : quelle "intelligence" ?

Comment sortir la discipline de son hémiplegie.

NOUVEL ÉCONOMISTE  
18/02/2010

**En tout cas, pas l'intelligence des menaces criminelles ou terroristes visant la sphère économique et financière et d'abord, les grands groupes mondialisés.** Car aujourd'hui encore, à l'ère de la mondialisation, les acteurs de ce qui se nomme en France "intelligence économique" se cantonnent toujours dans un économisme à courte vue et répugnant à s'intéresser à toute une variété de risques pourtant graves, encourus par des entreprises souvent stratégiques. Longtemps, l' "intelligence économique" fut une simple auberge

*Il est temps de s'interroger sur les centres d'intérêt et domaines d'action d'une intelligence économique désormais institutionnelle*

espagnole, ou, selon ses intérêts ou ses marottes, chacun traitait de ses sujets favoris. Mais depuis que des pionniers comme le préfet Remy Pautrat et Alain Juillet ont donné à ce concept ses lettres de noblesse – et maintenant que, depuis septembre 2009, la voilà constituée en "délégation interministérielle" sise au ministère de l'économie, il est temps de s'interroger sur les centres d'intérêt et domaines d'action d'une intelligence économique désormais institutionnelle.

Pour ce faire, observons le programme du « cycle de sensibilisation à l'intelligence économique et stratégique » de l'Institut des Hautes Etudes de la Défense nationale (IHEDN). Ce programme de formation (de 7 journées d'études) vise à "sensibiliser les acteurs publics et privés" aux "nouveaux défis de compétitivité auxquels doit faire face l'économie française".

Au-delà bien sûr de toutes les conférences et ateliers consacrés à l'intelligence économique elle-même, ses finalités, ses modèles, méthodes et pratiques (le domaine de l'endogène), qu'explore donc d'extérieur (l'exogène - défis, risques, opportunités, etc.) ce cycle ? En fait, de façon un peu restrictive, le seul champ de l'économie. "L'impact de la mondialisation sur la compétitivité des entreprises... La nouvelle donne géoéconomique..."

Et dans cet unique champ, quels périls menacent donc l'entreprise ? Selon le programme du cycle, il est malaisé de le percevoir, car les sujets traités sont énoncés de façon fort abstraite : On propose d' "anticiper, prévenir, cartographier les risques" .... On disserte sur les "menaces sur les systèmes technologiques de l'information" ... ou sur la "Menace informationnelle" ... On évoque la "cybercriminalité" dans un atelier; ou encore la "conquête de marchés étrangers et la lutte contre la corruption".

Mais tout cela sans que soient clairement et concrètement expo-

sés et étudiés les entités menaçantes, les risques précis, les menaces réelles; ni que l'on perçoive clairement qui (et où) sont les corrupteurs.

Or l'on sait bien désormais que dans un monde désordonné – dans lequel, pour la première fois depuis un millénaire, en Europe tout du moins, l'ennemi ne va pas de soi - le fait de nommer, de désigner l'adversaire, la menace, constitue une primordiale et cruciale étape, celle du diagnostic. En médecine par exemple, il est radicalement impossible de soigner un patient, de lui administrer un traitement, tant que le praticien n'a pas découvert et nommé la maladie en cause.

### Pourquoi donc cette timidité des promoteurs de l'intelligence économique ?

Sans doute, le désir de ne pas effrayer les "clients" potentiels de tels séminaires – en gros, des cadres de grandes entreprises actives à l'international, qui, d'ordinaire, vivent dans un monde niant la face noire de la mondialisation et dans lequel, plus largement, on hésite à parler de ce qui fâche.

Ainsi, dans l'univers du business, la malsonnante occurrence d'un acte criminel n'est d'ordinaire envisagée que comme affaire d'individus indéliçats (en jargon de l'audit "asset missappropriation"),

*Dans un monde désordonné, l'ennemi ne va pas de soi - le fait de nommer, de désigner l'adversaire, la menace, constitue une primordiale et cruciale étape, celle du diagnostic*

ou tricheurs ("counterfeiting") ou de clients opportunistes ("falses pretenses" ou "financial misrepresentation").

On occulte le fait que de tels méfaits puissent être autre chose que des actes individuels, des incidents – le plus souvent gardés secrets pour préserver la sacro-sainte image.

Et les terroristes, ou les criminels – les mafieux, mêmes – qui ciblent toujours plus souvent les entreprises, qui intimident, corrompent, brutalisent, dynamitent et parfois tuent ? Vous n'y pensez pas. Rien de tel chez nous, ni dans les marchés sur lesquels nous évoluons. Vous allez trop au cinéma.

Or, que les grands groupes et même, les entreprises moyennes, tous lancés dans la mondialisation, soient les victimes de prédateurs criminels, ou de racketteurs terroristes, est une réalité quotidienne bien connue des criminologues. Par leur aveuglement, le monde économique et financier d'une part, et ceux qui prétendent lui fournir des procédés de sécurité, de l'autre, ne font

tous ensemble, qu'aggraver la situation.

Cela, on le prouve aisément, partant du seul paramètre financier, en observant d'un peu près l'argent illicite, l'argent noir ou criminel, tel qu'il s'échange et circule aujourd'hui autour de la planète.

Car bien sûr, cet argent – propre ou sale – est le carburant, mais aussi le baromètre, du monde des affaires; son vital fluide sanguin; pour lui enfin, la mesure de toute chose.

A chaque minute, sur toute la planète, des milliards de dollars ou d'euros criminels tentent de pénétrer la sphère financière licite. S'ils n'y arrivent pas, ces dollars ou euros sales sont quasi-inutilisables, condamnés à pourrir dans des cantines métalliques, cachées ici ou enterrées là.

Car, au-delà de ses besoins quotidiens, si le narcotrafiquant veut s'offrir une villa, un avion d'affaires, ou racheter une entreprise, il ne peut qu'utiliser de l'argent blanchi – difficile dans l'Union

*La surveillance accrue des réseaux financiers licites contraint toujours plus les "blanchisseurs" à passer par les entreprises...*

européenne d'entrer à la Bourse, ou chez un agent immobilier, avec trois valises de billets de banque.

Or la surveillance accrue des réseaux financiers licites (banques, caisses d'épargne, etc.) contraint toujours plus les "blanchisseurs" à passer par les entreprises. Et l'argent illicite déferlant sur la finance et l'économie licite représente des montants vertigineux. Partons du plus haut : le commerce et les échanges mondiaux (import-export de biens et de services) représentait en 2008 environ 40 000 milliards de dollars. Là-dedans, tout ce qu'il y a d'inexplicable, une sorte de "trou noir" financier (erreurs comptables comprises) représente 2 000 milliards de dollars.

Mondialement, les flux financiers illicites planétaires sous toutes leurs formes – corruption, vol, crime organisé, évasion fiscale, transactions commerciales frauduleuses, contrefaçon et contrebande – représentent, selon la Banque Mondiale, une "fourchette" de 1 000 à 16 000 milliards de dollars/an, la moitié provenant de pays corrompus du Sud. Un tiers de cet argent sale (de 300 à 600 milliards de dollars par an, appartient au crime organisé.

Pour les 20 pays de l'OCDE – dont bien sûr toute l'Europe ou presque – l'argent illicite blanchi (toutes sources confondues) est

*... Et l'argent illicite déferlant sur la finance et l'économie licite représente des montants vertigineux*

estimé à 600 milliards de dollars par an.

Tout cela affecte bien sûr, gravement et par cent biais divers, l'économie et la finance mondiale – l'Européenne au premier chef. Etudier ces phénomènes criminels, en instruire les entreprises et grands groupes relève à l'évidence de l'intelligence économique bien comprise. Une discipline qui sera d'autant plus utile et efficace qu'elle sortira, et vite, de sa présente hémiplegie conceptuelle.